
Le vote serein des Palestiniens

Jean-Christophe Ploquin

Les élections palestiniennes du 20 janvier 1996 ont été un succès pour Yasser Arafat. Acte patriotique, elles ont aussi symbolisé le rêve d'indépendance des habitants de Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza.

C'était un jour de fête sereine, un instant quasi-consensuel où la société palestinienne a fait la preuve jusque dans ses tensions internes de son aspiration au pluralisme et à l'indépendance: le 20 janvier 1996, 86% des inscrits se sont rendus aux urnes dans la bande de Gaza et 73% en Cisjordanie, pour élire un Conseil de l'autonomie et un président de l'Autonomie palestinienne dont les mandats s'achèveront avec l'entrée en vigueur du statut final pour les territoires palestiniens.

Les résultats ont assuré le triomphe d'un homme, Yasser Arafat. Candidat à l'élection présidentielle, le chef de l'OLP a recueilli 87,1% des suffrages. Quarante-huit des 88 élus au Conseil sont issus des listes officielles du Fatah, le mouvement créé par Yasser Arafat dès 1959 et qui contrôle l'OLP depuis 1969. Dix-huit autres sont également membres de ce mouvement mais s'étaient présentés comme candidats indépendants après qu'un arbitrage souvent rendu par Yasser Arafat lui-même les eut évincés de la liste officielle.

Parfois amers envers le leadership palestinien, ces indépendants ont toutefois toujours pris soin de revendiquer le soutien implicite d'Abou Amar, le vieux leader. Celui-ci n'ayant pas officiellement condamné ces candidatures sauvages, les ponts n'ont jamais été coupés et le retour au bercail des réfractaires, une fois le scrutin passé, n'a guère posé de problèmes.

L'ombre tutélaire de Yasser Arafat s'est en fait portée sur la plupart des

Eté 1996

individus lancés dans l'arène électorale. *"Abou Amar est le père de tous les candidats"*, lança un candidat indépendant pourtant réputé proche de la Jordanie, sinon d'Israël. Un plaidoyer sous forme de sauf-conduit.

Le 20 janvier, 676 candidats se sont présentés au vote des électeurs, dans un élan brouillon. Dans la bande de Gaza, la proximité des institutions de l'Autorité palestinienne semble avoir lourdement pesé en faveur des listes Fatah. Mais en Cisjordanie, la joute électorale fut une bataille d'hommes, non de partis ou de projets politiques.

"Mon programme? Quel programme?" s'esclaffait à quelques jours du scrutin Mo'awiya al Masri, médecin de famille réputé à Naplouse pour avoir soigné des centaines de blessés durant les jours sombres de l'Intifada. *"Comme je n'ai pas les moyens d'organiser de grands meetings, je visite les gens chez eux. Je ne leur promets rien, je ne sais pas ce que je ferai au Conseil. J'affirme simplement que la société palestinienne doit vivre avec les lois de l'islam et que la révolution doit conduire à l'indépendance"*. Considéré comme proche des islamistes, cet indépendant a été élu en seconde position dans sa ville.

Un meeting tenu au soir du 15 janvier par la liste officielle du Fatah, dans la cour de l'école Samir Saadeddine, sur les hauteurs de Naplouse, révélait une même absence de programme politique clairement défini. Pendant deux heures, par un froid sec, les sept candidats du Fatah ont assisté à des spectacles musicaux mêlant jeunes scouts et troupes traditionnelles. Aucun n'a pris la parole plus de deux minutes. Pas plus que les harangueurs qui les avaient précédés au micro, ils ne se sont écartés des hommages obligés à Yasser Arafat et aux prisonniers palestiniens, appelant ensuite à la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale.

Dans la foule d'un millier de personnes venues souvent flâner en famille passa un militant proche du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. Respectueux de la consigne d'abstention prônée par ce mouvement, Ghazi Chachtari a tenu, comme en voisin, à *"participer à la fête des amis du Fatah"*. *"Il y a encore trois mois, avant le retrait des troupes israéliennes, un rassemblement de ce type aurait été interdit,"* explique cet activiste arrêté une huitaine de fois par l'occupant dès 1976. *"Même si je suis contre les accords d'Oslo et de Taba, je perçois un progrès vers la réalisation de l'Etat palestinien"*.

Haytham Tabouk, l'un des premiers *chebabs* à avoir pris les armes à Naplouse au tout début de l'Intifada en 1988, a lui aussi fait une apparition parmi les spectateurs du meeting. Meurtrier de collaborateurs, emprisonné par les Israéliens de 1989 à 1994, ce fidèle du Fatah a rejoint les services de sécurité palestiniens et ne s'indigne pas de voir la jeune génération de l'Intifada passer la main à plus politique qu'elle. *"Chacun son tour"*, dit-il.

Dotée de 8 sièges, Naplouse a finalement élu quatre représentants officiels du Fatah dont les deux plus puissants notables de la ville, Ghassan al Shaqah, le maire désigné par Yasser Arafat, et Maher al Masri, frère d'un ancien premier ministre jordanien. En revanche, le chef de la branche locale du Fatah, Aminc Maqboul a été battu, au profit de Husam Khader, un indépendant évincé de la liste officielle par Yasser Arafat bien

qu'il soit arrivé parmi les trois premiers lors des primaires organisées par le parti.

Un scénario voisin s'est joué à Ramallah où Marwan Barghouti, secrétaire du Haut conseil du Fatah en Cisjordanie a été rescapé de justesse tandis que Qdoura Faris, un ancien détenu emprisonné pendant 14 ans dans les geôles israéliennes, est arrivé en deuxième position alors qu'il avait été éliminé de la liste officielle.

Les indépendants ont ainsi souvent fait mordre la poussière aux caciques dans une compétition qui n'a pas été entaché de criantes irrégularités. Très rares sont les candidats indépendants qui se sont plaints de pressions auprès des observateurs internationaux durant les deux semaines de campagne officielle. Beaucoup ont en revanche souffert du déséquilibre des moyens entre les petits candidats et les listes officielles du Fatah.

A Naplouse, la liste du Fatah aurait été dotée de 300.000 dollars par le parti, les candidats pouvant bien sûr compléter grâce à leur cassettes personnelles. Cinq immenses panneaux-portraits de Maher al Masri, répartis dans des endroits clés de la cité, ont coûté 5000 dollars chacun. *"La principale différence entre les candidats officiels du Fatah et les autres, c'est que nous, nous aurons les moyens de tenir nos promesses"*, ironisait Ghassan al Shaqa.

Les principales entorses au pluralisme ont en fait été relevées avant même l'ouverture de la campagne électorale. L'interpellation de Bassam Eid, un militant arabe de l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'tselem, a notamment suscité l'efficace colère du chef de la délégation des observateurs européens, l'ancien ministre de la Justice suédois, Carl Lidbom.

Quant à la mésaventure de Maher Alami, l'un des responsables de la rédaction du quotidien *Al Qods* arrêté pendant une semaine à Jéricho, elle a été "effacée" par Yasser Arafat lui-même. Interpellé début janvier pour avoir relégué en page 8 un article relatant la visite du leader palestinien à Bethléem, le journaliste a refait son apparition, après une semaine d'"hébergement" dans les locaux de la police palestinienne, lors d'un meeting auquel assistait Abou Amar. Celui-ci a mêlé quelques excuses à ses paternalistes remontrances avant de l'embrasser sur le front.

L'association française *Reporters sans frontières* a quant à elle noté un réel déséquilibre dans le traitement des candidats du Fatah et des indépendants dans les journaux et la télévision officielle. Celle-ci, quoiqu'il en soit, est loin d'être captée partout.

Le temps gris prévalant pendant la campagne a soudain disparu à l'aube du jour J. Le 20 janvier, un ciel pur a facilité le déroulement des élections et comme présagé des intentions des nombreux scrutateurs, très désireux de ne pas entacher le vote historique des Palestiniens par un relâchement de leur vigilance. A Bethléem, en milieu de journée, dix observateurs représentant différents candidats étaient assis en rang d'oignons dans la salle de vote aménagée dans les locaux de la société de bienfaisance Mahalha charity society. Une femme tenait les registres. Les scrutateurs ont souvent été recrutés parmi le corps enseignant.

A Hébron, devant le bureau de vote n°9 installé dans une école et distant d'à peine deux cents mètres de Beit Hadassah, point d'ancrage des juifs religieux annexionnistes dans la vieille ville, un attroupement freinait la progression des électeurs jusqu'à la salle de vote. Des *chebabs* expliquaient qu'ils n'iraient pas voter puisque leur ville est toujours sous occupation. D'autres, proches du Hamas ou du Parti de libération islamique, dénonçaient la tenue même des élections comme une atteinte à la souveraineté de Dieu sur terre. Le taux de participation dans la ville sainte a été parmi les plus faibles.

Les deux principaux points noirs de la journée électorale ont toutefois été Jérusalem et la bande de Gaza. Dans ce second territoire, en plusieurs bureaux de vote, la pression des militants du Fatah s'est révélée trop forte pour les observateurs indépendants. Des bourrages d'urnes ont eu lieu, le dépouillement révélant ultérieurement un nombre de votants supérieur à celui des inscrits. Le résultat des élections a dû être ponctuellement annulé.

Mais la principale atteinte à la liberté des électeurs a été finalement le fait d'Israël, à Jérusalem-Est. Seules quatre salles de vote représentant 2000 inscrits étaient en effet ouvertes à l'intérieur des limites administratives du Grand-Jérusalem. L'essentiel des électeurs a donc dû traverser les barrages israéliens pour se rendre en banlieue au bureau de vote qui leur avait été affecté.

Le bureau de poste de la rue Salaheddine, à cent mètres de la porte de Damas, était en état de siège. Dès sept heures du matin, à l'ouverture des bureaux de vote, une cinquantaine de policiers stationnaient devant le bâtiment où des postiers attendaient l'électeur. Pour affirmer la souveraineté d'Israël sur la ville, le gouvernement Pérès avait décidé que la réception des bulletins de vote serait effectuée par la poste qui se chargerait d'acheminer les urnes jusqu'à l'extérieur des limites administratives de la ville au-delà desquelles aurait lieu le dépouillement.

Le gouvernement Pérès a expliqué l'impressionnant déploiement policier par sa crainte des manifestations, notamment celles de colons juifs qui avaient promis de perturber le processus électoral et dont la rumeur voulait qu'ils soient arrivés par dizaines dès la veille pour déjouer les barrages. Il n'y eut en fait aucun incident.

Le dispositif sécuritaire a toutefois lourdement pesé sur le déroulement du vote. Il fallait aux électeurs un courage certain pour franchir les différents rideaux de contrôle, braver les policiers les prenant en photos, et marcher sous les remparts où étaient postés des tireurs d'élite. A 11 heures, dans le bureau de vote de Beit Hanina situé à l'intérieur du Grand-Jérusalem, seuls 17 électeurs sur 350 inscrits avaient déposé leurs bulletins de vote dans l'urne. A la même heure, dans le deuxième bureau de vote de cette ville de banlieue installé à deux kilomètres de là, hors du Grand Jérusalem, le tiers des inscrits avaient déjà accompli leur devoir.

Dimanche 21 janvier, au lendemain des élections, Carl Lidbom donna un *satisfecit* général pour le déroulement du scrutin. Le nom du président de l'autonomie palestinienne était déjà connu: Yasser Arafat a balayé sa rivale, Samiha Khalil. Le dépouillement des bulletins pour l'élection au

conseil de l'autonomie fut en revanche très long et les opérations de vérification durèrent plus d'une semaine, notamment dans la bande de Gaza.

Le scrutin a finalement laissé un goût amer aux formations qui ont tenté de concurrencer le Fatah: le FIDA de Yasser Abed Rabbo n'a obtenu qu'un élu, à Ramallah. Haydar Abdel Shafi, figure de Gaza, a été le seul de sa coalition démocratique nationale à remporter un siège.

Les leaders du Hamas étaient divisés quant au succès de leur stratégie. En Cisjordanie, leur mot d'ordre d'abstention a pleinement profité au Fatah qui a enregistré ses meilleurs scores là où la concurrence islamiste aurait été la plus forte: à Hébron et Jénine. Dans la Bande de Gaza, quatre islamistes ont été élus en tant qu'indépendants dont deux, Wajih Yaghi à Gaza-ville, et Souleïman el Roumi à Rafah, sont considérés comme proche du Hamas. Mais leur victoire n'a guère de sens pour le mouvement.

Jusqu'au bout, Hamas a montré ses hésitations. A la veille du scrutin, pressant un fort taux de participation, le mouvement a ainsi laissé se répandre les noms des candidats les moins suspects à ses yeux.

Un nom était en revanche à rayer de la liste, celui d'Imad Falouji. Cet ancien chef islamiste de l'Intifada, incarcéré par Israël de 1991 à 1994 et tenu pour l'un des piliers du mouvement à Gaza, avait en effet décidé de s'affranchir du refus de ses pairs d'entrer dans l'arène électorale. Un acte proche de la trahison. "Il n'est plus rien", avait laissé tomber l'une des principales figures du Hamas, Mahmoud Zahhar.

Pendant de longs mois, avant le scrutin, Imad Falouji avait ferraillé avec les leaders du Hamas pour les convaincre de créer un parti politique qui participerait aux élections. Fin 1995, trois autres dirigeants partageant son analyse avaient été autorisés par leurs pairs et par l'Autorité palestinienne à se rendre à Khartoum plaider leur cause auprès des dirigeants de l'extérieur. En vain. De retour à Gaza, Khaled el Hindi, Ismaïl Hania et Saïd el Namroti avaient malgré tout fait acte de candidature, comme indépendants. Quelques jours plus tard, ils se retiraient de la course, précipitamment.

Ancien directeur d'*El Watan*, l'organe officiel du Hamas, Imad Falouji a donc été le seul ténor du mouvement islamiste à briser le tabou, acceptant dès lors de révéler au grand jour ses divergences avec le reste du mouvement. L'ancien héros de l'Intifada ne reniait certes pas la poursuite de la résistance armée contre Israël mais il s'inquiétait de la puissance grandissante de l'Autorité palestinienne et de la marginalisation politique du Hamas: "Yasser Arafat obtient des résultats et il détient la force, a-t-il expliqué. Ne le laissons pas façonner seul les bases d'un futur Etat palestinien. La chance des élections, c'est qu'à travers elle c'est le peuple qui donne le pouvoir et la légitimité. Si nous boycottons, Hamas sera totalement dépendant, politiquement, de Yasser Arafat".

Ses anciens compagnons ont prôné au contraire, une stratégie de l'attente, de l'enfouissement. "Nous voulons participer à l'édification de la vie politique palestinienne et c'est pourquoi nous n'objectons pas à la création d'un parti islamique, soulignait Sayyed Abou M'sameh, l'une des

Eté 1996

figures du Hamas. *Mais ces élections ne mènent pas à la démocratie. Inscrites dans le cadre des accords d'Oslo, elles sont un fait israélien beaucoup plus que palestinien. Nous sommes persuadés qu'Israël ne lâchera pas plus dans ce processus de négociations que ce dont elle a besoin et nous laisserons à l'Autorité palestinienne le temps de faire la preuve de son échec.* "Nous pouvons attendre 30 ans, affirmait Mahmoud Zahhar. *Qu'est ce que 30 ans pour mon fils?*"

Hamas a donc simplement convenu, lors de négociations menées au Caire avec des représentants de l'Autorité palestinienne (AP) quelques semaines avant le scrutin, de ne pas appeler au boycottage des élections. Un accord en quatre points signé par Selim az-Zaanoun pour l'AP et Khaled Machhoul pour Hamas prévoyait notamment d'*"assurer l'unité palestinienne dans sa diversité politique"* et d'instituer un comité conjoint pour la solution des problèmes d'urgence.

Mais le jour des élections, de nombreux sympathisants du Hamas sont en fait allés aux urnes. Une certaine raideur idéologique a semble-t-il empêché les leaders du mouvement de percevoir que le scrutin détenait une charge patriotique et symbolique forte qui allait faire basculer leurs propres militants.

"Il est clair que l'élection manifeste l'émergence d'une nation, les Israéliens eux-mêmes le disent, réagissait à chaud le soir du scrutin Camille Mansour, professeur à l'Université de Bir-Zeit. C'est un début et non une fin".

Reste au Conseil de l'autonomie à trouver ses propres marques à l'égard de Yasser Arafat. Ce "despote bienveillant" selon le mot du sociologue Salim Tamari, est peu porté à la délégation des compétences et la nouvelle chambre manque de contre-pouvoirs susceptibles de les lui réclamer. Aucun groupe d'opposition ne semble en mesure de se constituer et seules quelques fortes personnalités comme Haydar Abdel Shafi, Hanane Ashraoui ou Abdel Jawad Saleh possèdent suffisamment de ressources politiques pour pouvoir contrer efficacement le *rais*.

Jean-Christophe Ploquin